

« Le risque potentiel d'une désastreuse ascension d'un pouvoir illégitime existe et persistera... Nous ne devons jamais laisser mettre en danger nos libertés et nos processus démocratiques » Dwight D. Eisenhower (1961)

La mondialisation libérale, une impasse sociale et écologique

Le capitalisme en crise : le diable est caché dans les détails

Les dates-clefs – 1973, l'année terrible

- 1961 : la mise en garde du Président Eisenhower dans son discours d'adieu
- 1969 : « L'Homme sur la Lune »
- 1971 : mise en garde écologique du Club de Rome
- 1972 : création de l'Office of Technology Assessment (OTA) aux Etats-Unis, Première Conférence ONU sur l'environnement à Stockholm (charte de 26 points)
- 1973 : libéralisation des échanges commerciaux → **Le monde zone unique de libre-échange.**
Fin des Trente Glorieuses, entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE, premier choc pétrolier
- 1979 : libéralisation des mouvements de capitaux, deuxième choc pétrolier
- 1982 : échec du Programme Commun de la gauche
- 1986 : décision du programme IDS par Ronald Reagan aboutissant à :
- 1989 : l'effondrement de l'URSS, le Consensus de Washington
- 1995 : création de l'OMC et disparition de l'OTA
- 1999 : création de l'Euro
- 2005 : rejet populaire en France du projet européen de traité constitutionnel
- 2008 : crise de la financiarisation mondiale. Faillite de Lehman Brothers (15 septembre 2008)

Les méfaits de la généralisation du libre-échange sur les marchés internationaux

L'ensemble des entreprises françaises est maintenant soumis aux forces irrésistibles de la concurrence de l'ensemble des entreprises mondiales. Le « fordisme » d'autrefois (hauts salaires, cercle vertueux de l'économie nationale, exportation seulement nécessaire pour importer des matières premières...) a disparu. L'ouverture mondiale de l'économie a contraint les entreprises à devenir et à rester en permanence compétitives à l'échelle mondiale ou bien à disparaître. Une guerre civile économique mondiale à mort s'est instaurée. Avec deux conséquences mécaniques : **le chômage de masse** (et la précarité, etc..) et **le déficit public** (baisse des charges), **c'est-à-dire l'impuissance politique** (voir courbes au verso).

Les victimes de cette guerre économique sont innombrables, notamment parmi tous ceux qui n'ont que leur travail pour vivre. Par contre, alors que la technologie a bouleversé les moyens de communication et de transport et que n'importe quel produit peut pratiquement être fabriqué n'importe où et vendu n'importe où, pour les entreprises multinationales qui peuvent ainsi exploiter au mieux les marchés mondiaux, c'est « la fête » comme disait François Dalle, patron de l'Oreal, mais aussi la raison pour que surtout on n'en parle pas. D'où aussi l'accroissement des disparités, des inégalités, constaté.

A noter : en matière d'écologie, qui ne peut relever que de la volonté collective et politique, dépourvue maintenant de moyens financiers, et non du marché, après un démarrage fulgurant plus rien ne s'est passé depuis la Conférence de Stockholm de 1972 !

Le libre-échange mondial fut imposé par les Etats-Unis sans le moindre débat

La décision internationale absolument considérable consistant à détraquer par un libre-échange généralisé le système de l'économie mondiale, tel qu'il avait toujours fonctionné, est intervenue sans le moindre débat politique démocratique, ni au Congrès américain, ni nulle part ailleurs ! Dans la nécessité et l'urgence, le mot d'ordre « Tout faire pour faciliter les exportations après le choc pétrolier » passa, comme une lettre à la poste à travers deux canaux : d'une part David Rockefeller et son lobby, la Commission Trilatérale, d'autre part le Secrétaire d'Etat Henry Kissinger, avec notamment en France la délégation américaine à l'OCDE, le Président Richard Nixon étant annihilé sous le coup du Watergate.

L'Europe et le libre-échange. La zone Euro est notre seul espoir, la chance à saisir

Avant 1973 la Communauté Economique Européenne prévoyait la mise en place de tarifs douaniers communs avec l'extérieur (règle de la « préférence communautaire » reconnue par la Cour de Justice européenne). Arrivant comme par hasard en 1973, la Grande-Bretagne exigea et obtint que la « préférence communautaire » soit abandonnée. L'objectif contraire de « concurrence libre et non faussée » s'est depuis imposé, repoussé par les peuples quand ils ont pu eux-mêmes s'exprimer (en France, Hollande, Irlande).

Que peut faire la France seule dans la mondialisation ? Nous savons depuis l'échec du Programme Commun en 1982 que l'Europe est une nécessité. Le Président Mitterrand a construit l'Union Européenne. Jacques Delors l'a renforcée en créant l'Euro. La zone Euro, c'est-à-dire hors Grande-Bretagne, peut et doit d'urgence rétablir la préférence communautaire, condition nécessaire (et sans doute suffisante) pour enfin retrouver le plein emploi et des moyens financiers d'action collective.

Quelques références

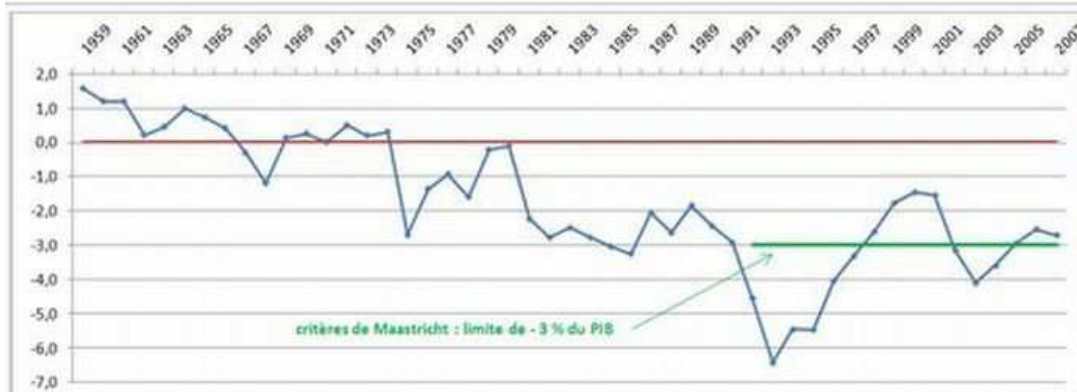
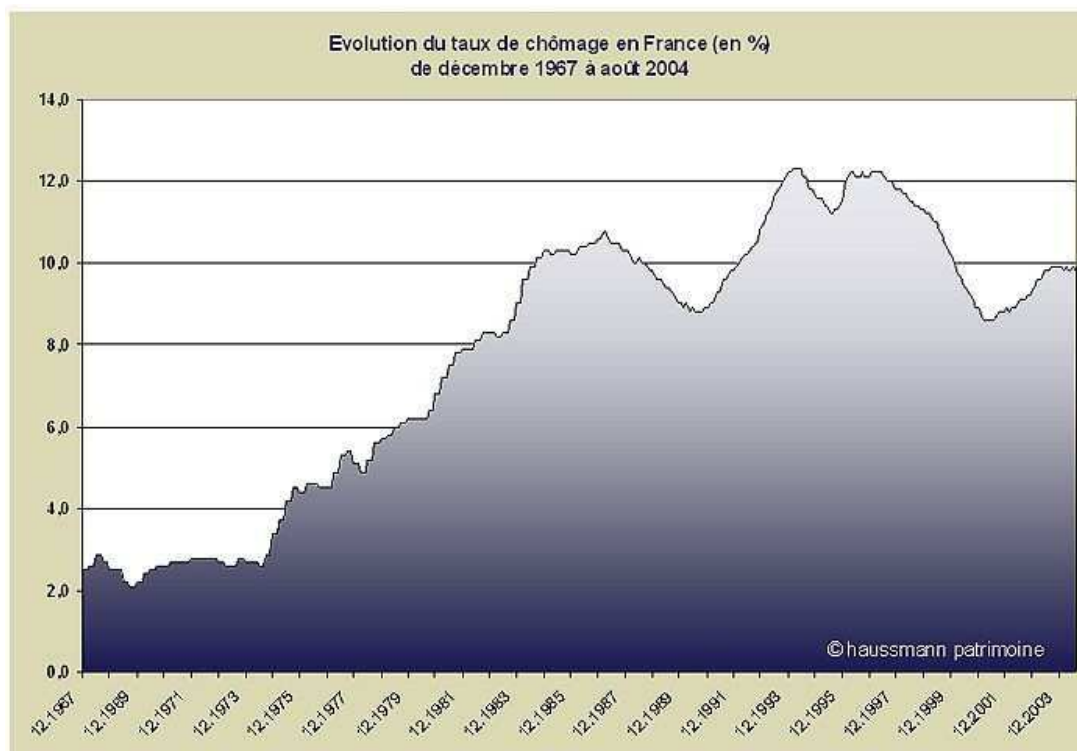
Claude Gruson – Propos d'un opposant obstiné au libéralisme mondial (2001)

Maurice Allais – Pour une autre Europe (2005)

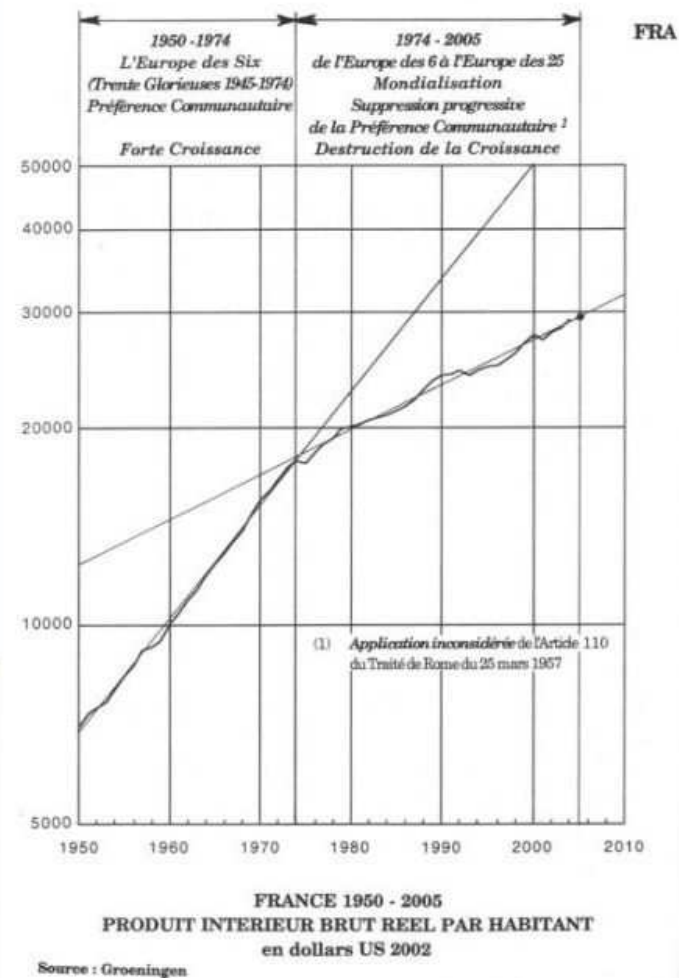
Lester Thurow – La Maison Europe Superpuissance du 21ème Siècle (1992)

Mazet Saint Voy – 15 mai 2009

Claude Laigle - <http://socialismeenavant.monsite.orange.fr>



Déficit public de la France (1959-2007)⁹



L'évolution du PIB par habitant de la France présente deux tendances linéaires très différentes de 1950 à 1974 et de 1974 à 2004. Les taux de croissance sont respectivement de 4% et de 1,6%.